

**Conférence de presse de Mme Voynet
Casablanca
11 septembre 1998**

Est-ce que les problèmes d'environnement sont les mêmes en France qu'au Maroc? <P>

Ils sont les mêmes dans leur nature. Qualité des sols, qualité de l'air, qualité de l'eau, accumulation des déchets, gestion des espaces naturels. Ils sont ici, pour des motifs économiques, d'une acuité plus grande encore notamment en ce qui concerne les déchets et la qualité de l'eau, l'eau potable n'étant pas encore une réalité pour chacun des citoyens de ce pays.<P>

En France, quels sont les décisions politiques qui ont été prises pour lutter contre les pollueurs? <P>

L'idéal est d'arrêter de travailler de façon sectorielle. On ne peut pas d'un côté lutter contre le bruit si par ailleurs on continue à construire des infrastructures très près des fenêtres des habitations. On ne peut pas lutter contre la dégradation de la qualité de l'eau si on ne discute pas avec les paysans. Notre travail, c'est de faire en sorte que toutes les couches de la société communiquent et travaillent plutôt en terme de prévention des dégâts qu'en terme de réparations. La réglementation est très riche en France, les moyens manquent encore pour la faire respecter et il arrive souvent qu'on soit un petit peu démunis face aux pollueurs. Notre travail, c'est donc à la fois la prévention, la pédagogie, par l'information, par l'éducation et par la mobilisation de moyens importants pour permettre de nous équiper des technologies les plus efficaces.<P>

Quelle est concrètement la politique de coopération envisagée avec le Maroc? <P>

Premièrement, je suis venue au Maroc à l'invitation de mon homologue -que je remercie ici très chaleureusement. Notre souci c'est de faire en sorte que nous échangions nos expériences et que nous montions des projets concrets de coopération, tant en matière d'environnement - c'est déjà quelque chose de connu -, qu'en matière d'aménagement du territoire. Il s'agit d'échanges d'expériences, de matière grise, donc une politique très concrète. C'est sans doute ce qui est le plus difficile à monter. Cela paraît d'autant plus important que dans un grand débat national destiné à permettre l'achèvement d'une charte

d'aménagement, ce chantier m'intéresse beaucoup. J'ai l'intention, grâce à la DATAR, notamment, de l'appuyer.<P>

Est-ce que vous avez des projets en tête, notamment? <P>

En nous rendant à Nador aujourd'hui, dans les provinces du Nord, nous souhaitons démontrer une fois de plus que développement et aménagement du territoire économique et emploi vont de pair. C'est souvent par des projets innovants, qui collent bien à la réalité des auditoires, qu'on prend aussi l'échelle de problèmes aussi graves que les problèmes de mouvement des populations, ou les problèmes sociaux. Nous avons souhaité montrer que toutes ces dimensions de l'action du ministre de l'Aménagement du territoire vont bien ensemble. On ne peut pas traiter sectoriellement les problèmes.<P>

Est-ce qu'un parti des Verts au Maroc est envisageable? <P>

L'idéal serait évidemment que les préoccupations du développement durable, de la protection de l'environnement et du lien harmonieux entre économie performante et efficace et environnement préservé soient intégrées par les autres partis. C'est me semble-t-il ce qui se passe aujourd'hui à la tête du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement ; je m'en réjouis. Je crois qu'on a été sur la même longueur d'ondes à de très nombreux moments durant ce séjour.<P>

En France, je crois que vous êtes minoritaire...<P>

Minoritaire, sur le plan politique, c'est vrai. Sur le plan culturel, j'en doute. Il y a aujourd'hui en France une écrasante majorité de la population qui considère comme un droit de respirer un air pur, de boire une eau qui ne rende pas malade, et de consommer des aliments de qualité. Je m'appuie le plus souvent possible sur la population; je constate que ma cause progresse. Mon budget en témoigne mais je suis bien convaincue que c'est grâce à mon caractère déterminé et à ma langue franche et directe que je suis le plus efficace.<P>

Dans quel état d'esprit quittez vous le Maroc? <P>

Cette visite a été très courte, on peut déjà parler donc d'un symbole, du soutien du gouvernement français à l'égard du gouvernement marocain. Cette visite ne m'a pas permis d'obtenir une vision complète de l'environnement au Maroc mais plutôt d'une approche par petites touches. Ce que j'en retiens, c'est que le pays est confronté à d'énormes problèmes, autant de développement que d'environnement. La qualité des personnes n'est pas en cause, bien au contraire: j'ai rencontré beaucoup de fonctionnaires motivés et compétents. Je suis convaincue qu'avec le soutien de la population, le développement d'une action de pédagogie et d'information, la mobilisation autour du thème du

retraitement des déchets ou la restauration d'une eau de qualité est possible. Sur ces thèmes, nous avons beaucoup à échanger. Je ne suis pas venue ici avec des solutions, et je suis convaincue que les solutions que ce pays devrait développer ne sont pas forcément celles de la France. Il faut être souple dans l'approche de ces problèmes, ceux de la population, je crois que l'on peut ici coopérer de façon efficace, économe et rationnelle.<P>

Comment percevez-vous au Maroc la politique de lutte contre la pollution industrielle et atmosphérique? <P>

Comme dans les pays européens en général, cette politique est une politique balbutiante. Hier nous avons eu le plaisir de découvrir le véhicule de mesure de la pollution atmosphérique qui vient d'arriver. Il faut bien le reconnaître, nous ne mesurons en France la pollution atmosphérique que dans un nombre limité de villes et depuis quelques années à peine, dans la plupart des pays européens et la grande majorité des pays africains, on commence à peine à appréhender l'ampleur du problème. Concrètement, s'il arrive qu'on mesure la pollution à l'ozone, au dioxyde d'azote dans quelques grandes villes, on commence à peine à imaginer l'ampleur de la pollution par les dioxines. Presque toutes les installations d'incinération d'ordures, sidérurgiques, métallurgiques, sont des installations polluantes. On doit mettre à chaque fois en balance la qualité de l'environnement et la création d'emploi. Epurer les fumées, ça coûte cher, mais c'est indispensable pour que les industries durent avec la totalité de la population.<P>

Madame la Ministre, qu'est-ce qui va changer dans la coopération maroco-française avec la présence en France d'une coalition de gauche et au Maroc d'une coalition de centre-gauche, surtout à court et moyen terme? <P>

J'ai souhaité venir rapidement à l'invitation de M. El Yazghi, pour témoigner de notre attachement et de notre engagement au côté du gouvernement d'alternance. Je crois que les choses sont claires. Je ne suis pas venue passer des vacances, je ne suis pas venue avec dans mes valises des entreprises françaises désireuses de conquérir de nouveaux marchés, même si je trouve légitime qu'elles cherchent à s'implanter. Pourquoi? Parce qu'il me semble que ce qui compte c'est bien sûr la volonté politique - nous l'avons. D'autre part, la volonté de mobiliser des moyens. Pour ce qui concerne mon ministère, ils sont modestes, même si au niveau du ministère des Affaires étrangères ils peuvent être plus importants. Hubert Védrine, qui vient dans quelques jours au Maroc aura l'occasion d'en dire plus sur ce sujet. Mais ce que je souhaitais surtout,

c'est m'entretenir avec mes homologues. Il faut qu'au-delà des sommes mobilisées, que nous soyons bien clairs sur l'adéquation des programmes d'aide aux besoins de la population. Je crois qu'on est sorti d'une phase de la coopération qui s'en tenait à des projets symboles, somptuaires, pour montrer la puissance du pays donateur. Aujourd'hui, je crois qu'on est dans l'échange fin, sur le terrain, pour nous permettre d'utiliser de façon efficiente l'argent pour répondre aux besoins de la population. Les projets que nous avons vus ces jours-ci collent à ces objectifs. Le citoyen va mesurer l'efficacité de l'aide à l'amélioration de sa vie quotidienne. J'y suis très attachée.<P>

Il y a entre le Maroc et la France une importante coopération en matière de traitement de l'eau. Comment va-t-elle désormais évoluer?

<P>

L'eau, c'est un chantier énorme, dans la gestion responsable de la ressource. Ne pas polluer la ressource en eau, réaliser des retenues qui permettent d'avoir une alimentation sur toute l'année, c'est le premier chantier.<P>

Le deuxième, c'est celui de l'assainissement. Relier l'ensemble des fermes disséminées sur le territoire marocain à un réseau d'assainissement, cela représente des sommes absolument colossales. En France, ce chantier n'est pas achevé, malgré 70 ans d'investissements... Je crois que pour toutes les zones d'habitat diffus, on a intérêt à développer les formules d'assainissement individuel. Ce n'est pas l'apanage des grandes sociétés d'assainissement, plus en phase avec le milieu urbain comme à Casablanca.<P>

Qu'apportera votre département pour une meilleure politique de l'environnement au Maroc? <P>

Mon ministère n'est pas riche, mais comme il n'est pas riche, il a des idées... Ces idées passent souvent par la mobilisation des personnes, la formation des personnels, et la confrontation des produits des expériences. Je crois beaucoup à la coopération décentralisée. Si l'élu d'une commune marocaine discute avec un élu d'une commune française qui a à gérer des problèmes de déchets ou d'éducation de la population, on évitera des erreurs dues à des fonctionnaires des ministères qui sont loin du terrain. On évitera aussi de surinvestir. La France s'est engouffrée dans l'incinération des ordures ménagères il y a quelques années, on s'est rendu compte que ça coûtait cher. Si la connaissance de ces difficultés concrètes est apportée aux élus, ils ont plus de chance de faire le bon choix. C'est aussi une coopération qui répond plus à l'attente du lien social. Les Marocains de France peuvent aussi garder des liens avec leur

pays d'origine et que ces liens soient des moyens de relations pour les deux pays.<P>

Pourrez-vous relayer les attentes du Maroc auprès de vos homologues de l'Union européenne en matière de reconversion de la dette ? <P>

M. El Yazghi a été très convaincant et très direct. J'ai promis de relayer ses préoccupations auprès du gouvernement de Lionel Jospin, et je vais le faire. L'idée me paraît en tout cas intéressante. L'abolition de la dette, cela peut s'appliquer pour certains des pays les plus pauvres de la planète. Pour des pays plus riches, la reconversion de la dette dans des projets de développement durable est évidemment une piste. Je ne suis pas en mesure de prendre le moindre engagement, mais c'est une piste sur laquelle travaille le gouvernement marocain et je pense qu'il aura l'écoute du gouvernement français. <P>

Pouvez-vous me détailler les engagements et les résolutions qui ont été pris entre vous et le gouvernement marocain. <P>

La déclaration finale résume l'état d'esprit général de notre rencontre. Il y a de nombreux accords de coopération, soit thématiques, soit des programmes de coopération qui touchent plus particulièrement des régions. L'originalité de ces programmes, c'est qu'ils s'intéressent plus au codéveloppement et au développement durable. Il faut que soit prise en considération de façon intégrée la dimension économique, environnementale et la dimension "éducation" qui est indispensable au succès de cette politique. L'aménagement du territoire en 1998, ce n'est pas seulement tracer des points sur des cartes pour y mettre des équipements.<P>

Je me sens héritière d'une continuité. Le fait nouveau très positif de conjonction de deux coalitions de gauche va dans le bon sens. Ce nouveau gouvernement agit sur nous comme un aiguillon. C'est l'occasion de nous demander "où en sommes-nous, de cette coopération ?" Nous avons aussi des responsabilités, il ne s'agit pas de porter un regard d'entomologiste.